

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Le mandat de M. Azevêdo comme directeur général de l'OMC sera renouvelé

Cette année, la course à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne réservera aucune surprise, puisque le titulaire du poste, l'ancien ambassadeur brésilien auprès de l'OMC, Roberto Azevêdo, était le seul candidat confirmé pour ce poste le 4 janvier.

Le 3 novembre 2016, M. Azevêdo avait exprimé son désir de poursuivre pour un deuxième mandat consécutif lorsque son mandat actuel prendra fin en septembre 2017 « pour continuer à renforcer le système commercial multilatéral » après les réussites obtenues aux conférences ministérielles de Bali en 2013 et de Nairobi en 2015.

Le président du Conseil général, l'ambassadeur norvégien auprès de l'OMC, Harald Neple, a confirmé à la date limite de mise en candidature (c.-à-d. le 31 décembre 2016) que la liste de candidatures reçues pour le poste ne comportait qu'un nom : Roberto Azevêdo.

Maintenant, conformément aux procédures, lors d'une réunion du Conseil général qui aura lieu au plus tard le 31 mai 2017, l'ambassadeur Neple, aidé par les présidents de l'Organe de règlement des différends (ORD) et de l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC), consultera les Membres afin de confirmer le deuxième mandat de M. Azevêdo aux commandes de l'organisation.

Au revoir Vitalis, bonjour Walker?

Selon une source sûre, le président des négociations sur l'agriculture et ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, Vangelis Vitalis, échangera son poste avec l'ancien négociateur en chef du PTP, David Walker, qui a récemment agi à titre de sous-secrétaire au Commerce et à l'Économie au ministère des Affaires externes et du Commerce de la Nouvelle-Zélande.

De 2009 à 2011, M. Walker a été le représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC à Genève, avant de diriger l'équipe de négociation de son pays dans le cadre des pourparlers du PTP. Des initiés de l'OMC affirment qu'il devrait retourner à Genève, mais ils restent imprécis quant à savoir s'il héritera aussi de la

présidence des négociations sur l'agriculture, puisque d'autres ambassadeurs pourraient être intéressés par ce poste.

Plusieurs ambassadeurs successifs de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC ont traditionnellement été nommés présidents des négociations sur l'agriculture, notamment Tim Groser, Crawford Falconer, David Walker, John Adank et Vangelis Vitalis. L'ambassadeur Adank, qui a occupé le poste de 2011 à 2015, avant d'être remplacé en septembre 2015 par l'ambassadeur sortant Vangelis Vitalis, est maintenant de retour à l'OMC, mais cette fois au sein des services juridiques du Secrétariat de l'OMC.

M. Trump nomme Robert Lighthizer au poste de représentant pour le commerce des États-Unis

Le président élu Donald Trump a nommé Robert Lighthizer pour remplacer Michael Froman à titre de représentant pour le commerce des États-Unis. M. Lighthizer, qui était le représentant adjoint pour le commerce des États-Unis sous l'administration Reagan, se joindra à un groupe important de conseillers commerciaux – notamment le professeur Peter Navarro, qui dirigera le Conseil national du commerce et Wilbur Ross, nommé au poste de secrétaire au Commerce, – que M. Trump a formé pour s'assurer que le programme commercial des États-Unis reflète les intérêts commerciaux américains « tout en aidant à établir les normes du commerce mondial ».

En plus de ces trois conseillers commerciaux, M. Trump a nommé deux directeurs adjoints qui travailleront avec M. Navarro : Jason Greenblatt, comme représentant spécial pour les négociations internationales et Rolf Lundberg, comme directeur adjoint du Conseil « Buy American, Hire American » [Achetez des produits américains, embauchez des Américains].

Même si le programme de négociations commerciales doit être dirigé par M. Lighthizer, des sources

américaines s'attendent à voir des débats houleux sinon des divergences d'opinions au sein de l'équipe Trump, ce que le président élu souhaite. En effet, M. Lighthizer et M. Navarro sont tous deux connus comme étant des critiques virulents de la Chine, alors que M. Ross est prétendu favorable au commerce. De plus, il reste à voir comment M. Greenblatt complétera M. Lighthizer dans son rôle de représentant spécial pour les négociations internationales, a ajouté la source.

L'administration Trump doit accroître les mesures commerciales anti-chinoises amorcées par l'administration Obama.

De manière contradictoire, les plus récents chiffres commerciaux semblent plutôt indiquer une augmentation du commerce avec la Chine, et cela a été documenté dans un rapport du représentant pour le commerce des États-Unis, qui a été présenté au Congrès le 9 janvier, lequel décrit comment la Chine respecte ses obligations auprès de l'OMC.

Le rapport mentionne une expansion importante des exportations américaines vers la Chine depuis que cette dernière est devenue membre de l'OMC en 2001. Il confirme aussi que depuis que la Chine a commencé à mettre en œuvre les nombreux engagements qu'elle a pris, les exportations de biens américains vers la Chine ont augmenté de 505 % et les exportations de services, de 802 %.

Le rapport se poursuit en décrivant comment l'administration Obama a travaillé pour que la Chine respecte ses engagements envers l'OMC, particulièrement dans des domaines clés comme les droits de propriété intellectuelle, les sociétés d'État, les services, l'accès aux marchés et les politiques industrielles et agricoles. Il fournit aussi des renseignements détaillés sur le statut des

engagements en matière de commerce et d'investissement que la Chine a pris dans le cadre de la Commission commune sur le commerce et les échanges et du Dialogue stratégique et économique entre les États-Unis et la Chine.

Initiatives de l'UE et du Canada sur le SJI

Les 13 et 14 décembre 2016 à Genève, l'UE et le Canada ont organisé une réunion d'experts sur la faisabilité de l'établissement d'une cour multilatérale sur l'investissement. La réunion, à laquelle ont participé près de 170 délégués de plus de 60 pays et huit organisations internationales, a reçu des commentaires positifs.

L'UE a souligné que l'intérêt marqué des participants démontre à quel point l'envie est grande de réformer le système de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) actuel en explorant l'idée d'établir un mécanisme multilatéral permanent de règlement des différends en matière d'investissements.

« Les nombreuses questions qui ont été soulevées confirment que d'autres discussions exploratoires approfondies seront nécessaires et utiles pour faire avancer ce projet important », a affirmé l'UE dans son site Web. La Commission espère un jour remplacer le système juridictionnel des investissements (SJI) qui fait partie de plusieurs accords bilatéraux de l'UE – qu'ils soient terminés comme l'AECG ou l'ALE UE-Vietnam, ou en cours comme le PTCI ou l'ALE UE-Japon – par la cour multilatérale permanente sur l'investissement.

L'UE et le Canada prévoient présenter le projet de cour multilatérale sur l'investissement à Davos, où ils souhaitent en discuter avec d'autres ministres du Commerce lors de la mini réunion ministérielle organisée en marge du Forum économique mondial qui se tiendra à Davos (Suisse) le 20 janvier.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA

Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA

Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVÉS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada